

## DETTES, DÉFICITS BUDGÉTAIRES DOIT-ON FAIRE DES SACRIFICES ?

Alors que la fameuse « crise de la dette » sévit dans toute l'Europe, nos vaillants dirigeants ont fait « le choix de la vertu budgétaire » pour « nous libérer des déficits » (Fillon, 14 novembre 2010). Bien sûr, les médias leur emboîtent le pas pour nous expliquer qu'il faut « se serrer la ceinture », « faire des sacrifices » et mettre « la France à la diète ». Ce déficit public omniprésent, jamais remis en question, est bien utile. Mais utile à quoi ? Et pour qui ?

Actualité, réflexions et débats, lisez le mensuel

ALTERNATIVE  
LIBERTAIRE



Lieux de vente dans la région sur :

[www.al-alsace.tk](http://www.al-alsace.tk)

Table de presse: mercredi, 12h30-14h30, patio de l'Université, Strasbourg (de septembre à mai)

Vente: 2<sup>ème</sup> samedi du mois, place du marché à Neudorf, 10h45-11h45.

Lettre de d'infos AL en Alsace, inscription sur :

[alterlib.alsace@gmail.com](mailto:alterlib.alsace@gmail.com)

Abonnement: chèque à l'ordre d'Alternative libertaire 20€ pour un an ou 15€ tarif réduit (chômage, précarité, études), 30 € tarif international.

### Le mythe de la faillite de l'Etat

Ce discours est désormais devenu une évidence médiatique : « je ne dépense pas plus que je ne gagne, alors pourquoi l'État se permet-il n'importe quoi ? ». Et naturellement, la peur d'une faillite de notre pays émaille les discours des responsables politiques. Pourtant, un État n'est pas une entreprise, n'en déplaie à nos chers politiciens libéraux. La notion de « faillite » est absente du droit qui s'applique aux États... et pour cause un État dispose d'une ressource illimitée : la population et sa force de travail.

Un État étant souverain, il peut aussi décider de ne plus payer sa dette (comme l'a fait l'Équateur en 2006), ce qui serait peut-être une catastrophe pour quelques banquiers, mais certainement pas pour les peuples ! Lorsqu'un gouvernement s'acharne donc à imposer des mesures d'austérité à son peuple sous prétexte de rembourser cette dette, on comprend donc quels intérêts il sert.

### Le credo de l'austérité

Pour éviter cette faillite, la solution est limpide, c'est la foi en les marchés, dont la parole d'évangile dicte les politiques d'austérité ou de rigueur. C'est un de ces fameux moments où l'on nous parle d'être unis et solidaires... avec les riches ! Et à cette fin, ceux et celles qui doivent faire les frais des économies sont tout désignés : les classes populaires !

### Comment fabriquer une dette publique ?

Pour plus de détails :

<http://alsace.alternativelibertaire.org/spip.php?article112>

La dette publique représentait 21% du PIB en 1978, elle en représente 74% en 2009. L'État dépense-t-il trop ? Non, les dépenses publiques ont augmenté de 2% par an en moyenne depuis 1984, c'est à dire autant que l'inflation (INSEE).

En réalité, l'État a choisit de réduire ses recettes suivant le dogme libéral : réduction de l'impôt sur les sociétés (de 50 à 33%), réductions de cotisations patronales sur les bas salaires et les heures supplémentaires, ... et surtout, création de nouveaux dispositifs (comme le « bouclier fiscal ») pour exonérer d'impôts les personnes qui en payent le plus. En 2008, ces dispositifs ont coûté 140 milliards d'euros à l'État, alors que son déficit n'est que de 66 milliards cette année là ! Et voilà la dette créée !

Anticapitalisme  
Solidarité  
internationale  
Autogestion

# LE FIGARO MAGAZINE

Samédi 4 juin 2011



**Le Figaro assiste le gouvernement en entamant la campagne démagogique contre les classes populaires.**

clystères. Les experts, médecins à la mode médiévale, de l'Union Européenne ou du FMI ont ainsi déjà soigné et saigné.

La Grèce s'est vu imposer un programme de privatisations de 50 milliards couvrant presque tous les services publics, 86 000 suppressions d'emploi publics, baisse des salaires de 10% minimum...

L'Irlande, pays de moins de 5 millions d'habitants, 10 milliards de coupes dans les dépenses via notamment la baisse sensible du salaire minimum (12 %), des retraites et des prestations sociales.

Au Portugal, sont imposées modification des dates des jours fériés « pour améliorer la productivité en mettant fin aux week-ends prolongé », réduction des droits aux presta-

## Qui sommes-nous ?

Nous sommes **communistes** et **libertaires**, et combattons le capitalisme et les oppressions qu'il engendre.

Le **communisme** n'a rien à voir avec le système étatique d'exploitation de l'ex-URSS. Il vise l'abolition des privilèges et de l'exploitation née de l'appropriation des moyens de productions par quelques individus.

Nous voulons nous débarrasser des **hiérarchies**, qui permettent à une classe de s'accaparer les pouvoirs !

Ce changement de société ne peut s'opérer que par le renversement **révolutionnaire** du capitalisme par l'ensemble des exploités !

Les prévisions pour le budget 2012-2013 le démontrent : non remplacement d'un fonctionnaire sur deux et baisse des scandaleuses niches... « sociales » soupçonnées de profiter aux moins riches ! On rogne sur les contrats aidés, les aides sociales telles que l'aide personnalisée au logement (APL), l'allocation aux adultes handicapés (AAH) et on fait un abattement de 10% sur le montant des pensions et des retraites !

## **Epidémie européenne de rigueur.**

Le secret de la santé du saint marché ainsi révélé, on prescrit et pratique purges, purgatifs et

clystères. Les experts, médecins à la mode médiévale, de l'Union Européenne ou du FMI ont ainsi déjà soigné et saigné.

La Grèce s'est vu imposer un programme de privatisations de 50 milliards couvrant presque tous les services publics, 86 000 suppressions d'emploi publics, baisse des salaires de 10% minimum...

L'Irlande, pays de moins de 5 millions d'habitants, 10 milliards de coupes dans les dépenses via notamment la baisse sensible du salaire minimum (12 %), des retraites et des prestations sociales.

Au Portugal, sont imposées modification des dates des jours fériés « pour améliorer la productivité en mettant fin aux week-ends prolongé », réduction des droits aux presta-

tions sociales, augmentation de la TVA, privatisation partielle de l'énergie... et réduction des contributions sociales patronales ! Sans parler des hausses d'impôts dont les assiettes ne favoriseront pas les plus modestes. On sait donc que les capitalistes ont le sens du partage de la responsabilité : ils ont la solution, les peuples ont les sacrifices !

## **Ni dupes ni soumis.**

La dette n'est pas une fatalité, c'est un choix politique fait par les dirigeants capitalistes des gouvernements (Fillon actionnaire d'EDF par exemple). Les peuples ne se laisseront donc pas duper, la réponse sera donc un choix politique: construire des alternatives au capitalisme ! A l'exemple ce qui s'est passé en 2000 en Argentine, à l'apogée d'une crise provoquée par le respect des consignes du FMI (alignement sur le dollar, politiques de rigueurs), nous pouvons récupérer les usines sacrifiées par les patrons pour produire nous-mêmes selon nos besoins hors du capitalisme! De même, en 2009, une grève de 6 semaines en Guadeloupe a vu l'émergence de marchés autogérés de produits locaux, permettant de nourrir tout le monde sans passer par l'économie capitaliste.

### **A qui profite la dette ?**

Comment profiter de la dette d'un pays (la Grèce, par exemple... ou la France) en 3 mouvements ?

1- Les États ayant du aider, lors de la fameuse crise financière, les banques qui avaient spéculé, ils éprouvent des difficultés à leur tour et doivent emprunter massivement aux banques.

2- Les banques augmentent les taux d'intérêts pour ces pays là (17% pour la Grèce contre 4% il y a 2 ans), ce qui rend encore plus difficile le remboursement par les États.

3- Pour rassurer complètement les banques et leur confirmer qu'elles toucheront bien les énormes intérêts, la banque centrale européenne prêtera aussi de l'argent à ces pays (en échanges de plans de rigueurs extrêmes), afin qu'ils remboursent les banques.

**Plus d'infos:**

<http://alsace.alternativelibertaire.org/spip.php?article115>